

DIAL 3130

ÉQUATEUR - Écologie : un discours de façade ?

Luis Ángel Saavedra

vendredi 10 décembre 2010, mis en ligne par [Dial](#)

Dial avait présenté l'année dernière le novateur projet ITT [1]. Le Chili a été, au mois de septembre, le premier pays à donner 100 000 dollars pour soutenir l'initiative [2], suivi en novembre par l'Espagne (un million d'euros) [3]. Mais ces éléments encourageants ne dissipent pas cependant toutes les interrogations et les craintes autour la politique d'exploitation minière et pétrolière du gouvernement. Article de Luis Ángel Saavedra publié sur le site de [Noticias Aliadas](#) le 28 octobre 2010.

Le gouvernement se sert de l'écologie pour susciter des sympathies internationales

L'initiative Yasuní-ITT, qui permet de conserver le pétrole sous terre dans une des zones les plus riches en biodiversité de la planète en échange d'une compensation financière internationale ; une Constitution qui considère l'écologie comme axe transversal et qui, dans sa structure normative, consacre un chapitre entier aux « droits de la nature » ; la création d'un tribunal ayant pouvoir de sanctionner ceux qui portent atteinte à ces droits : tout cela a fait croire que l'écologie était une préoccupation de la plus haute importance pour le gouvernement du président équatorien Rafael Correa.

Dans le même ordre d'idées, le concept d'une défense intégrale des droits humains indissociable des droits de la nature a conduit d'autres institutions d'État comme le Défenseur du peuple, à même modifier leur nom : on l'appelle désormais « Défenseur du peuple et de la nature ». La création d'espaces spécifiques destinés à la protection des droits de la nature, à l'échelle nationale, fait aussi partie des changements au sein de cette institution.

Enfin, en septembre, le gouvernement a annoncé la création du premier Tribunal des droits de la nature dont le siège se trouve dans les Îles Galápagos et qui entrera en activité avant la fin 2010. Des cas de pêche illégale, de trafic d'espèces marines et de pollution seront jugés par ce tribunal. C'est ainsi que le gouvernement démontre qu'il appuie les efforts de protection de la biodiversité dans ces îles, déclarées Patrimoine naturel de l'humanité (1979) et Réserve de la biosphère (1984).

Jusque-là les actions gouvernementales semblaient en adéquation avec le discours officiel. Cependant, des dissonances entre ce discours et une réalité incompatible avec l'écologie ont commencé à se faire jour.

Le plan B à Yasuní

La décision de Yasuní-ITT de ne pas extraire le pétrole des gisements Ishpingo, Tiputini et Tambococha (ITT) dans le parc national de Yasuní et donc de le laisser sous terre, en échange de la mise en place d'un système de compensation financière internationale, a donné à Correa une auréole de popularité écologique ; cependant, les plans prévus pour la mise en œuvre ne sont pas cohérents avec le discours officiel. Bien qu'on soit parvenu à signer, le 2 octobre dernier, un accord entre le gouvernement et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) visant à établir un fidéicomis qui permettrait de collecter les contributions de la communauté internationale pour la non-exploitation du pétrole à Yasuní, on a vu apparaître un « Plan B » favorable à l'extraction du pétrole du

Yasuní et qui se révèle être l'alternative qui intéresse, de fait, le gouvernement. Ceci a fait apparaître que la négociation de l'Initiative Yasuní-ITT, ainsi que la signature du fidéicomis, n'étaient qu'un effet médiatique pour gagner la sympathie et détourner la vigilance des Indiens et des organisations écologistes .

En effet, le communiqué du PDG de Petroamazonas, Oswaldo Madrid, envoyé le 30 juin au ministre des ressources non-renouvelables, Wilson Pastor, portant sur l'avancée des travaux réalisés dans le Yasuní pour exploiter le pétrole dans cette zone, a pris de court tous ceux qui avaient cru que la proposition présidentielle et l'Initiative Yasuní-ITT étaient un fait irréversible.

Dans ce communiqué, Madrid rend compte de l'avancée des travaux et du chronogramme de l'exploitation pétrolière d'ITT et affirme que « des instructions ont été données au personnel qui travaille dans la zone de Tiputini afin que soit toujours mis en avant le discours proposé par l'exécutif présentant l'alternative A, celle qui laisse le pétrole sous terre, comme priorité du gouvernement national ».

Les travaux d'exploitation du Yasuní-ITT ont déjà été repérés en janvier 2010. À ce moment-là, Pastor, PDG de Petroamazonas avant d'être nommé ministre, assura qu'aucun travail d'exploitation n'avait été entrepris et que les dénonciations correspondaient, en réalité, à des ouvrages de construction d'une voie passant sous un fleuve. Maintenant, le communiqué de Madrid corrobore les dénonciations faites en janvier et dévoile la volonté d'exploitation du gouvernement.

Toutes ces contradictions ont eu pour conséquence que l'Allemagne, principal soutien de cette initiative, s'est retiré, privant le gouvernement national de sa principale carte dans la négociation du soutien international requis pour exploiter le Yasuní. C'est ainsi que le « Plan B » devient le seul applicable.

Politique d'exploitation minière et répression

D'autre part, les grandes sociétés minières sont prêtes à amener leur parc de machines prédatrices dans le sud du pays, non seulement avec l'aval du gouvernement qui s'autoproclame écologiste, mais avec sa protection totale. Celui-ci est, en effet, disposé à mobiliser tous ses dispositifs de sécurité pour garantir à ces entreprises une zone débarrassée des petites exploitations minières de type artisanal, et n'hésite pas à s'opposer à un village entier, comme cela s'est passé dans le canton de Paquisha, dans la province amazonienne de Zamora Chinchipe, dans le sud du pays.

« Le gouvernement a voté une loi sur les mines, en marge de la Constitution, pour favoriser les exploitations minières étrangères, parmi lesquelles ECSA [Ecuacorrientes] et Kinross-Aurelian, qui se proposent d'extraire des millions d'onces d'or, d'argent et de cuivre dans les montagnes de Zamora. Et c'est au nom de cela qu'il pénalise le petit exploitant minier, en le délogeant et le réprimant, sous prétexte qu'il pollue », assure le leader indien Salvador Quishpe, préfet de cette province, où s'est produit un violent affrontement le 13 septembre dernier entre les exploitants miniers artisanaux et la police qui les a expulsés, sous prétexte que les mineurs polluaient les sources.

Quishpe a soutenu l'action de résistance des mineurs, c'est pourquoi il a fait l'objet d'un ordre d'incarcération.

« Nous n'avons ni volé ni cassé. La seule chose que nous faisons, c'est réclamer le respect de la Constitution et de la loi. Si c'est pour cette raison qu'ils veulent nous mettre en prison, que le président me le dise publiquement », a affirmé Quishpe.

La répression à Zamora a donné lieu à un affrontement entre le gouvernement et le Défenseur du peuple, et celui-ci a décidé de porter plainte pour dénoncer les excès de la police lors de cette intervention.

Après ces événements et pour récupérer son image écologique, le gouvernement a annoncé la création du Premier tribunal des droits de la nature, dans les Îles Galápagos.

Les Galápagos ont besoin d'un tribunal pour protéger leur écosystème et aux yeux du monde entier, cette

opération génère de la sympathie, mais il est certain aussi que ce n'est pas là que se produiront les plus grands conflits sociaux du pays.

« Le conflit social que provoquera l'extension de la frontière pétrolière vers le Yasuní, et l'application des plans miniers à grande échelle, ne sera, en aucun cas, de la même importance et de la même gravité que ce qui pourrait advenir au Galápagos », signala l'analyste politique Pablo Dávalos.

Le gouvernement désire garder son image écologique à tout prix et cela l'a conduit aussi à promulguer des décrets inappropriés, comme l'Accord 80, du 13 mai dernier, souscrit par la ministre de l'environnement, qui proclame « forêt et végétation protectrice » la zone du Triangle de Cuembí, entre les fleuves San Miguel et Putumayo, à la frontière avec la Colombie.

L'Accord 80 interdit l'agriculture, la chasse, la pêche et l'exploitation forestière, dans une zone où habitent des communautés indiennes kichwa d'Amazonie. Paco Chuji, président de la Fédération des organisations de nationalité kichwa de Sucumbíos-Équateur (FONAKISE) refusa cet accord car il limite les activités indispensables à la survie des communautés indiennes, ce qui entraînera leur déplacement et leur disparition. Mais, semble-t-il, cela ne préoccupe pas le gouvernement qui s'obstine à utiliser l'écologie comme élément pouvant servir à la sécurité des frontières, car il croit que le fait d'avoir déclaré la zone « bois et végétation protectrice » empêchera aussi l'implantation de groupes armés colombiens clandestins.

En résumé, ce qui est sûr, c'est que le gouvernement a adapté son discours qui lui assure une popularité à l'intérieur et à l'extérieur du pays, tout en occultant sa politique réelle. Cependant, ce masque se lézarde peu à peu et montre le visage prédateur de la politique d'exploitation minière derrière ce que l'actuel régime appelle la révolution citoyenne.

- Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 3130.

- Traduction de Michelle Savarieau pour Dial.

- Source (espagnol) : [Noticias Aliadas](#), 28 octobre 2010.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 3075 - « [ÉQUATEUR - Le projet ITT : entre transformation du modèle économique et construction d'une autre société. Entretien avec Alberto Acosta](#) ».] La section en espagnol du site s'était aussi fait l'écho, début 2010, des divisions au sein du gouvernement au sujet du projet [[Voir « [ECUADOR - Ecología rompe al gobierno](#) ».

[2] Voir « [CHILE-ECUADOR - Gobierno chileno entregó 100 mil dólares a iniciativa ambientalista ecuatoriana Yasuní-ITT](#) ».

[3] Voir « [ESPAÑA-ECUADOR - España dona un millón de euros para conservación de biodiversidad ecuatoriana en el Yasuní](#) ».